# Document en tête cimade 003 web Grand

# Roms : "Ni une invasion, ni un problème"

#### "Le Nouvel Observateur" a questionné le vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme et animateur du collectif Romeurope Malik SALEMKOUR.

## **Il faut cesser de traiter la situation des Roms**

## **dans la seule logique de campements et de démantèlements",**

## **répond le collectif Romeurope à Manuel Valls.**

## **Interview de Malik SALEMKOUR.**



*Roms à Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis (photo d'illustration) (AFP/ Thomas Coex)*

"Je suis très inquiet (...) de la concentration dans toute une série de campements" a déclaré Manuel Valls mercredi dernier [devant la commission des lois du Sénat](http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20120727.OBS8341/immigration-qu-a-dit-manuel-valls.html), "La situation aujourd'hui à Lyon, à Aix-en-Provence, en Seine-Saint-Denis et dans une partie de l'agglomération lilloise nous oblige à prendre des décisions de démantèlement."

"Quand il y a une décision de justice, [il y aura démantèlement de ces campements](http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20120731.OBS8500/manuel-valls-poursuivra-les-demantelements-de-camps-de-roms.html)" a ajouté le ministre de l'Intérieur mardi 31 juillet sur "[Europe 1](http://www.europe1.fr/Politique/Manuel-Valls-veut-inclure-et-integrer-1188227/)". S'il a insisté, mercredi dernier, sur son "inquiétude" concernant la question des Roms, celle des associations, à la suite de ses déclarations, n'a fait qu'augmenter.

**Que pensez-vous des propos tenus mardi matin par Manuel Valls ?**

- Les décisions de justice doivent être respectées, personne ne dit le contraire. Mais le droit ne doit pas moins l'être : le droit à l'hébergement, à la dignité, à la protection des mineurs, à l'accompagnement, et le droit de tout ressortissant européen à être traité de manière non discriminatoire. Deux ans après [le discours de Grenoble](http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20110707.OBS6664/l-investissement-maximal-de-sarkozy-sur-la-securite.html), qui a contribué à la stigmatisation des Roms, on attendait un autre discours et une autre politique. Or, le ministre de l'Intérieur continue de prôner des solutions qui n'en sont pas.

**Il a admis devant la commission des lois du Sénat que les démantèlements ne réglaient pas tout.**

- Raison de plus. Lui-même n'a pas la solution, et nous constatons son désarroi. Nous nous attachons surtout au discours du président de la République quand il était candidat. Il a affirmé qu'il n'y aurait pas de démantèlement sans solution, sans traitement individuel, sans accompagnement. Dans un courrier au collectif, François Hollande a écrit : "On ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d’un endroit sans solution. Cela les conduit à s’installer ailleurs, dans des conditions qui ne sont pas meilleures"...

**Le ministre a aussi évoqué les "expériences particulièrement intéressantes" menées en région parisienne et à Tourcoing. Et déplore "des politiques homéopathiques".**

- C'est bien qu'il y a des solutions ! Souvent, dans d'autres lieux où elles ont été testées, le résultat n'était pas totalement satisfaisant du fait d'un manque d'accompagnement de l'État, notamment en terme d'emploi et de formation : l'État finançait l'insertion sans faciliter l'accès à l'emploi. Mais le ministre n'a pas tort quand il parle d'homéopathie : ce problème ne concerne que quelques milliers de personnes. Le précédent gouvernement l'a tant mis en exergue et stigmatisé qu'il lui a donné une ampleur qu'il n'a pas.

**Comment interprétez-vous le fait que Manuel Valls a affirmé ce matin "ne pas pouvoir admettre" les "problèmes sanitaires" rencontrés dans les campements ?**

- Encore une fois, s'il y a des problèmes sanitaires et qu'on expulse et met à la rue les personnes, est-ce en adéquation avec leurs droits ? Il faut cesser de traiter la situation des Roms dans la seule logique de campements et de démantèlements. Les associations et les collectivités territoriales œuvrent dans ce sens. Le 10 juillet s'est tenue à Aix-en-Provence une réunion avec le préfet de PACA et la maire d'Aix. Il a été dit que des solutions étaient possibles, mais le préfet a tout de même conclu en disant d'expulser ! Dans de nombreuses villes comme Bordeaux, Nantes, Grenoble, Marseille, Aix, Lyon, Paris, les collectivités en ont marre de se balader avec la patate chaude et veulent trouver des solutions durables.

**Comment y parvenir ?**

- Il faut s'arrêter, regarder chaque situation au cas par cas, et offrir un accompagnement social personnalisé. Il faut cesser de réfléchir en termes de "camps de Roms", et voir plutôt des hommes et des femmes en situation de précarité qui vivent dans des campements pour certains en effet insalubres. Pour certains on peut trouver une réponse en France, pour d'autres dans leur pays d'origine. Nous ne cherchons pas à entretenir un rapport de force, mais nous devons, aux côtés de l'État, des services sociaux et des collectivités, trouver des réponses durables.

Levons dans un premier temps les mesures transitoires qui les empêchent de travailler. Certains sont qualifiés et beaucoup ont une réelle volonté de le faire. Ils pourraient exercer des emplois de service : saisonniers agricoles, petite réparation... Pour cela, il faut cesser de les expulser toutes les trente secondes. Nous demandons aussi aux préfets de réunir les acteurs concernés pour regarder, sur chaque secteur, comment résoudre le problème. De manière générale, il ne faut pas non plus prendre la question sous le seul aspect des Roms. On doit avant tout répondre au problème de mal logement en France, au problème de logement précaire, de centres d'hébergement et de dispositifs d'insertion.

**Le ministre a dit, aussi, "le problème est plus général. Ce sont des citoyens européens et je crois qu'il est temps que l'UE rappelle aussi à ces pays (...) où souvent ces gens sont pourchassés et vivent en tout cas de véritables discriminations, leurs obligations."**

- Il y a entre 1,5 million et 2 millions de Roms en Roumanie, et plus de 800.000 en Bulgarie. Évidemment que les gouvernements traitent cette question, mais ils y sont tout de même nombreux. Au lieu de leur reprocher leur façon de travailler et de se poser en donneur de leçons, voyons que nous avons entre 10 et 15.000 Roms, ressortissants roumains et bulgares, sur le sol français. Ce n'est ni une invasion, ni un problème.

**Manuel Valls a par ailleurs insisté sur la "sérénité" nécessaire au traitement de cette problématique, comparant avec "la manière dont ça a été fait il y a deux ans".**

- On est d'accord. C'est pourtant ce qu'il fait. Il a pourtant affirmé à sa nomination que son ministère veillerait à ne pas stigmatiser les Roms. A son arrivée, on lui a demandé un rendez-vous. Nous n'avons toujours pas de réponse. On ne comprend pas son refus de la main tendue des associations. Ou du moins son silence insistant. Nous voulons croire que son agenda est chargé.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20120731.OBS8538/roms-ni-une-invasion-ni-un-probleme.html>

**SUR LE MÊME SUJET**

» [Valls poursuivra les destructions de camps de Roms...](http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20120731.OBS8500/manuel-valls-poursuivra-les-demantelements-de-camps-de-roms.html)

» [Sans papiers : 12h de rétention au lieu d'une garde à vue ?](http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20120731.OBS8536/sans-papiers-12h-de-retention-au-lieu-d-une-garde-a-vue.html)

» [Immigration : ce qu'a dit Manuel Valls](http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20120727.OBS8341/immigration-qu-a-dit-manuel-valls.html)



<http://www.migrantscene.org/minisites/migrantscene>

